



Déclaration liminaire

CTIR du 17 Septembre 2018

Où vas-t-on ?

En ce CTIR de rentrée, à quelques semaines des élections professionnelles de la fonction publique, nous pouvons nous demander où est la ligne politique de notre administration et en l'occurrence de notre directrice, Madame Mathieu. Au niveau des orientations de notre ministère, deux lignes invoquant le recrutement de 40 éducateurs et la création de 20 CEF (15 privés et 5 publics). Monsieur le Directeur inter-régional, pourriez-vous nous éclairer sur les intentions de ce gouvernement et de notre directrice ?

A la CGT, vous connaissez nos engagements pour un service public de qualité ouvert à tous et pour tous. Force est de constater que depuis des années, notre administration, notre région, tend à privilégier le secteur privé au détriment de notre action publique.

Dans cette région que vous dirigez, nous reconnaissons votre engagement et vos convictions. Malheureusement, votre fonction vous oblige à appliquer les politiques nationales, mais nous attendons plus de votre part. Votre engagement, en cette période plus qu'inquiétante, doit nous mobiliser mutuellement. Nous connaissons votre volonté à créer un dialogue social serein et constructif mais nous attendons, au-delà de vos discours, des engagements et des actions concrètes en faveur des professionnels de la PJJ et des mineurs accueillis.

Aujourd'hui, dans une période pour le moins inquiétante, avec des réformes inachevées et repoussées continuellement. Une volonté politique affichée

concernant la suppression de postes dans la fonction publique, des établissements PJJ en difficultés grandissante par faute de moyen humain et des contraintes administratives de plus en plus prégnantes confortent nos inquiétudes sur l'avenir de notre petite administration.

Nous vous appelons, dans le cadre d'un dialogue social bienveillant, à nous éclairer sur les motivations de notre administration.